

Procès-verbal

Copie de résolution

Le 11 janvier 2006

Sainte-Florence
(Nom de la municipalité)

À une session régulière , spéciale , ajournement , _____ du Conseil municipal
le tenue le _____ neuvième jour du mois de janvier 2006 _____ et à laquelle est présente son honneur
la mairesse _____ Mme Réjeanne Doiron _____

et les conseiller (ères) suivants :
Mme Pierrette Bérubé
Mme Lauraine Gendron
M. Nelson Barrest
Mme Louise Beaupré
Mme Gisèle Gagnon
M. Claude Marineau

formant quorum sous la présidence du maire.

_____ Mme Huguette Gagné _____ secrétaire-trésorière est aussi présente.

Résolution no 08-2006

Projet régional des éoliennes

- CONSIDÉRANT le contenu de l'appel d'offres et, plus spécialement, la grille de pondération qui vient d'être approuvée par la Régie de l'Énergie du Québec pour fin d'analyse des projets qui seront soumis dans le cadre du second appel d'offres d'énergie éolienne de 2 000 MW;
- CONSIDÉRANT que cette grille ne favorise pas l'émergence de projets de type communautaire ou d'appropriation collective locale;
- CONSIDÉRANT que la grille de pondération ne permet pas de considérer d'une manière significative l'apport des projets au développement des communautés locales;
- CONSIDÉRANT que le critère « prix » occupe une place prépondérante (45 points) soit 10 points de plus que lors du premier appel d'offres d'énergie éolienne;
- CONSIDÉRANT les effets pervers qu'entraîne la dominance de ce critère dans la grille de pondération en regard de la réalisation de projets pour les communautés locales et leur environnement;
- CONSIDÉRANT que les retombées locales de la filière éolienne sont au moins d'Égale importance au critère de contenu québécois et régional gaspésien;
- CONSIDÉRANT le rôle du gouvernement du Québec et de la Société d'État Hydro-Québec en matière de développement socio-économique local et régional et de prise en charge du milieu;
- CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable dans une vision de développement durable d'intégrer les coûts sociaux, environnementaux et économiques au processus de sélection des divers projets de parcs éoliens afin de favoriser une allocation optimale des ressources;
- CONSIDÉRANT que le Comité de travail sur le développement éolien de La Matapédia a déposé un mémoire sur le Second bloc d'énergie éolienne auprès du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune le 22 septembre 2005, et dans lequel il a exprimé la position désirée par les leaders du milieu matapédien concernant le développement du potentiel éolien;
- CONSIDÉRANT que ce comité recommande que l'apport des projets au développement socio-économique des communautés locales soit considéré de façon déterminante et prioritaires dans la grille d'analyse :
- EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Claude Marineau
il est appuyé par Mme Louise Beaupré
et résolu unanimement

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Claude Marineau
il est appuyé par Mme Louise Beaupré
et résolu unanimement

de demander au gouvernement du Québec ainsi qu'à tous les acteurs concernés par l'Élaboration de la politique énergétique de Québec à savoir Hydro-Québec, la Régie de l'Énergie, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministère des Affaires municipales et des Régions, qu'ils révisent les critères de la grille d'analyse des projets qui seront soumis dans le nouvel appel d'offres de 2 000 MW d'Énergie éolienne afin d'inclure :

C) Approche communautaire

Plusieurs pays dans le monde tels que le Danemark, la Suède, la France, les États-Unis, et même tout récemment plus près de nous l'Ontario, ont adopté des procédés permettant le développement de la ressource éolienne à l'intérieur des projets d'entrepreneuriat collectif.

Afin de favoriser la revitalisation des communautés rurales, il doit intégrer les mesures suivantes :

- 1) La réservation d'un bloc d'énergie pour les projets communautaires et/ou issus du milieu;
- 2) La mise en place d'un processus, pour appel d'offres, avec un prix garanti et pour une période déterminée, pour la présentation de projets de type communautaire issus des milieux ruraux;
- 3) Les modalités d'analyse et d'acceptation de ces projets dits communautaires doivent être allégées et adoptées en fonction des préoccupations et des besoins des communautés, par exemple, une attention particulière doit être portée aux collectivités aux prises avec de très sérieux problèmes socio-économiques afin que le développement éolien communautaire puisse contribuer à la diversification économique de ses collectivités.

D) Apport du projet pour les communautés locales

Dans un objectif de maximisation des retombées pour les communautés rurales et la société québécoise, il est prioritaire que le gouvernement du Québec accorde un traitement spécial au contenu local (MRC) et à l'apport du projet pour les communautés rurales situées sur le territoire d'implantation du parc. En effet, ces dernières auront à supporter et à vivre avec les externalités liées à la présence d'éoliennes sur leurs territoires, et cela sans en soutirer des bénéfices importants. Des impacts importants et permanents sont prévisibles sur l'attrait des passages et le potentiel de développement récréo-touristique. Des coûts divers auront donc à être assumés par les municipalités, et particulièrement au niveau des réseaux routiers. Il convient de ne pas perdre de vue que les citoyens, lesquels se disent inquiets du peu de retombées prévisibles pour assurer l'avenir et le développement harmonieux et durable leurs communautés, sont concernées par ce développement.

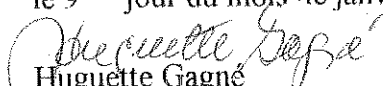
À cette fin, au terme du processus de classement des soumissions, il est suggéré d'accorder une prépondérance majeure au critère « apport aux communautés locales ». Subdivisé en sous-critères, l'apport du projet à la communauté locale devra prendre en considération :

- 1) le contenu local;
- 2) les compensations versées aux propriétaires privés et aux municipalités;
- 3) l'acceptabilité du projet par le milieu;
- 4) les retombées globales au développement économique local;

Ainsi, le gouvernement du Québec démontrera de manière responsable sa réelle volonté d'assurer une juste redistribution de la richesse collective et de soutenir les collectivités locales dans leurs nombreuses actions de prise en charge du développement socio-économique local et durable.

Adoptée

Copie conforme certifiée de la résolution
adoptée à la séance régulière tenue
le 9^{ème} jour du mois de janvier 2006


Huguette Gagné
Secrétaire-trésorière